

Le montant des garanties financières à provisionner l'année n (C_n) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times (1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)$$

Avec :

- Index n : dernier indice TP01 connu au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- TVA n : taux de TVA applicable au moment de la rédaction du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

ARTICLE 7 : DOSSIER PRÉALABLE AUX TRAVAUX D'EXTRACTION

Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier préalable aux travaux d'extraction comprenant :

- le document établissant la constitution des garanties financières visé à l'article 6 du présent arrêté ;
- les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à l'article 18 du présent arrêté ;
- le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière visé à l'article 40 du présent arrêté ;
- la convention signée entre la société GACHET SAS et la chambre d'agriculture de l'Isère précisant les modalités du suivi de la remise en état agricole et des cultures possibles après remise en état ;
- la convention signée entre la société GACHET SAS et la ligue de protection des oiseaux (LPO) relative au suivi des mesures compensatoires sur la biodiversité ;

Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au maire de Gillonnay, un dossier comprenant les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à l'article 18 du présent arrêté.

ARTICLE 8 : RENOUVELLEMENT

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 3 ci-dessus, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation, qui doit être sollicitée au moins 24 mois avant la date d'expiration, si la continuité de l'exploitation doit être assurée.

ARTICLE 9 : MODIFICATIONS

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté préalablement à la connaissance de monsieur le préfet de l'Isère.

ARTICLE 10 : DIRECTION TECHNIQUE DES TRAVAUX

Le bénéficiaire de l'autorisation doit porter à la connaissance de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux. A défaut, le représentant légal de la Société GACHET SAS est réputé être chargé personnellement de cette direction.

ARTICLE 11 : DOCUMENTS TENUS A DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial, ainsi que les éventuels dossiers d'extension et de modification ;
- le plan mentionné à l'article 12 du présent arrêté ;
- les arrêtés préfectoraux et autres actes administratifs relatifs à l'exploitation ;
- tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données ;

- tous les documents rédigés en application des dispositions du code du travail, des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de l'exploitation.

ARTICLE 12 : REGISTRES ET PLANS

Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;
- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les zones de stockage des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

ARTICLE 13 : AUTRES RÉGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de satisfaire aux réglementations autres que la législation des installations classées qui lui sont applicables, en particulier celles relevant des codes de l'urbanisme et forestier, de la législation relative à l'archéologie préventive et du code de l'environnement pour les espèces protégées. Elle ne préjuge en aucune façon la suite qui sera réservée par l'autorité compétente pour l'application de ces autres réglementations.

ARTICLE 14 : ACCIDENTS OU INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son établissement, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être faite dans les meilleurs délais.

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes des phénomènes, les conséquences et les mesures prises pour y parer. Il communique ensuite, dans les meilleurs délais, la programmation des travaux qu'il compte engager pour éviter que de tels événements ne se reproduisent.

De plus, l'exploitant doit déclarer immédiatement à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère tout accident du travail donnant lieu à une durée d'incapacité temporaire supérieure ou égale à 3 jours.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions prévues par le RGIE.

TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 15 : RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux installations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable aux installations objets du présent arrêté.

ARTICLE 16 : POLICE DES CARRIÈRES

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles L.175-3, L.175-4, L.152-1 du code minier ;
- le code du travail complété, ou adapté, pour sa partie 4 (santé et sécurité au travail) par le texte cité au point 3 ci-après.
- Le décret n°80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux ;
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées sont assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère.

ARTICLE 17 : CLÔTURES ET BARRIÈRES

Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation.

L'entrée du site autorisé est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

TITRE III - EXPLOITATION

ARTICLE 18 : DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

18.1 - INFORMATION DU PUBLIC

Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents :

- l'identité de l'installation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté) ;
- l'objet des travaux ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police, et des services départementaux d'incendie et de secours ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

18.2 - BORNAGE

L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la direction régionale l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère.

Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit de situer à au moins 10 mètres des limites des terrains autorisés. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.

La zone en chantier (découverte et extraction) ainsi définie sera de 4 ha au maximum.

18.3 - ACCÈS À LA CARRIÈRE

L'accès à la voirie publique, depuis la carrière, est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité, et en dehors des heures ouvrées cet accès est interdit.

18.4 - TRAVAUX PRÉLIMINAIRES À L'EXPLOITATION

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 17 et 18.

18.5 - MOYEN DE PESÉE

A proximité de l'accès principal à la carrière est implanté un dispositif de pesée de granulats, munis d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) permettant de mesurer le tonnage des granulats sortant de l'installation et les matériaux entrants. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.

ARTICLE 19 : CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES

L'exploitation de la carrière et des installations connexes doit être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 20 : PHASAGE

Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de l'Isère.

L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

La surface découverte sera de 4 ha au maximum.

ARTICLE 21 : DÉBOISEMENT – DÉFRICHAGE et DÉCAPAGE DES TERRAINS

Le décapage des terrains doit être en accord avec le plan de phasage.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

La hauteur des tas de terre végétale devra être telle qu'il n'en résulte pas d'altération de ses caractéristiques. À ce titre, le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 3 mètres. Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.

La hauteur des stockages de stériles ne doit pas dépasser une cote égale à 5 mètres au-dessus du terrain naturel, hormis les écrans mis en place pour limiter les impacts visuels et sonores.

Les matériaux de découverte nécessaires à la remise en état, et estimés à un volume de 138 000 m³ sont conservés.

L'exploitant s'assure au cours de l'exploitation de la carrière, que les matériaux de découverte utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.

ARTICLE 22 : LIMITE DES EXCAVATIONS

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

ARTICLE 23 : MODALITÉS D'EXPLOITATION

23.1 - EXTRACTION

L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. Le front de taille est divisé en deux gradins de hauteurs similaires.

Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous des niveaux 345,5 m NGF en partie Nord-Ouest à 349,5 m NGF en partie Nord-Est et 346 m NGF en partie Sud-Ouest du site et suivant le plan en annexe.

Les extractions doivent être conduites afin de préserver une épaisseur minimale de 3 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux de la nappe sous-jacente en situation décennale. L'exploitation est suspendue lorsque le niveau décennal moins 50 cm de la nappe est atteint.

23.3 - STOCKAGE DES MATÉRIAUX

La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 6 m au-dessus du terrain naturel.

23.4 - STATION DE TRANSIT

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des dispositifs efficaces, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

23.5 - STOCKAGE DES DÉCHETS ET DES TERRES NON POLLUÉES RÉSULTANT DE L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

23.5 - RÉPARATION ET ENTRETIEN DES ENGIN

L'entretien, la réparation et le ravitaillement des engins seront réalisés en dehors du site dans des installations aménagées à cet effet.

ARTICLE 24 : PRODUCTION

La production annuelle est fixée à 450 000 tonnes au maximum.

La production moyenne est fixée à 300 000 tonnes par an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 5 du présent arrêté.

La quantité maximale des produits à extraire est de 4 000 000 tonnes.

ARTICLE 25 : PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7 h à 20 h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.

Des horaires différents peuvent être autorisés en cas de demande économique exceptionnelle, après avis de l'inspection des installations classées.

TITRE IV - REMISE EN ÉTAT**ARTICLE 26 : PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT DU SITE**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation et doit être terminée au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.

Elle inclut également, le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers, la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou à des installations annexes.

ARTICLE 27 : MODALITÉS DE REMISE EN ÉTAT

Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande et aux plans de remise en état annexés au présent arrêté (annexe 3).

Le réaménagement sera à vocation agricole, naturelle et écologique. La remise en état doit être conçue selon des critères agronomiques, écologiques, pédagogiques.

Le principe de remise en état de la carrière est d'assurer une parfaite intégration paysagère du site réaménagé et comprend notamment :

- la restitution d'une grande partie des terrains à l'agriculture ;
- la création de zones à vocation écologique favorables au busard cendré, à l'œdicnème criard, aux amphibiens et aux reptiles ;
- la création de haies (environ 3 050 ml) ;
- le remblaiement partiel avec des matériaux inertes internes ou externes sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local et pour les matériaux inertes externes qu'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux installations de stockage de déchets inertes et qu'ils soient issus uniquement de chantiers de terrassement ;

La qualité du réaménagement agricole des parcelles après exploitation devra permettre un retour à une activité agricole fonctionnelle en application des dispositions d'une convention d'engagement volontaire pour la remise en état agricole des terrains exploités en carrières signé entre la société GACHET SAS et la chambre d'agriculture de l'Isère.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°38-2017-01-13-010 du 13 janvier 2017 relatif à la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées, destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées seront mises en œuvres.

Des mesures de lutte contre les espèces invasives seront mises en place et plus particulièrement l'ambrosie qui fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2000-1572 du 7 mars 2000.

ARTICLE 28 : REMISE EN ÉTAT NON CONFORME

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 29 : CESSATION D'ACTIVITÉ PARTIELLE ET DÉFINITIVE

Six mois au moins avant la date de fin de travaux ou d'expiration de la validité de la présente autorisation, à défaut d'avoir déposé une demande de renouvellement de l'autorisation, l'exploitant adresse au préfet de l'Isère :

1 - Une notification de fin d'exploitation qui précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

2 - Un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1 Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2 Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3 En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4 Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en oeuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS, DES NUISANCES ET DES RISQUES

ARTICLE 30 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES – ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôts de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, une zone de lavage de roues sera mise en place sur le site.

ARTICLE 31 : PRÉLÈVEMENTS, ANALYSES ET CONTRÔLES

A la demande du service chargé de l'inspection des installations classées, il devra être procédé à des mesures physico-chimiques ou physiques des rejets liquides et atmosphériques, des émissions de bruits ou de vibrations ainsi que, en tant que de besoin, à une analyse des déchets et à une évaluation des niveaux de pollution dans l'environnement de l'établissement.

Dans ces conditions, les mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé dont le choix est soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Sauf impossibilité technique dûment justifiée ou mention contraire précisée dans le présent arrêté, les analyses sont pratiquées selon les normes de référence prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE ou par tout texte ultérieur s'y substituant.

Ces prélèvements, contrôles, analyses et expertises doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont supportés par l'exploitant qui est tenu informer des résultats d'analyses.

ARTICLE 32 : PRÉSERVATION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

L'exploitant doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection du patrimoine archéologique. Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions.

L'exécution des éventuels travaux, prescrits par ailleurs, de diagnostics, de fouilles ou d'éventuelles mesures de conservation, menés au titre de l'archéologie préventive, est un préalable à la

L'exécution des éventuels travaux devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°38-2017-01-13-010 du 13 janvier 2017 mentionné à l'article 27 ci-dessus.

Pendant l'exploitation, le titulaire a l'obligation d'informer la mairie, la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspection des installations classées, de la découverte de vestiges ou gîtes fossilifères et de prendre toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces derniers.

ARTICLE 33: POLLUTION DES SOLS ET DES EAUX

33.1 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés à l'extérieur du site. Aucun stockage d'hydrocarbures ne sera présent sur le site.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire doivent être stockés dans les engins de chantier pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux et des sols, dans l'attente de récupération des matériaux souillés par une entreprise spécialisée. Il forme ses personnels à la conduite à tenir en cas de survenance d'un tel événement.

Les produits récupérés en cas d'accident peuvent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de vérifications régulières en particulier pour ce qui concerne leur étanchéité.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

L'exploitant rédige pour le personnel une procédure de prévention et d'intervention en cas de pollution accidentelle du sol avec des hydrocarbures. Le personnel de la carrière est informé de cette procédure lors de son embauche. Des exercices de mise en œuvre de cette procédure sont périodiquement organisés par l'exploitant (au moins tous les 3 ans).

Les engins travaillant à l'extraction ne stationnent pas sur le lieu de travail lors des pauses et en fin de journée, mais rejoignent l'aire de stationnement étanche des engins de la carrière. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux engins à chenilles, peu mobiles.

L'exploitant rédige et teste un plan d'intervention et d'alerte d'urgence qui sera préparé en collaboration avec les services de secours locaux.

33.2 - PRÉLÈVEMENT D'EAU

33.2.1 Conditions d'alimentation en eau

Aucun prélèvement d'eau n'est effectué sur l'emprise des terrains autorisée par le présent arrêté. L'eau utilisée pour les besoins des bureaux, vestiaires et sanitaires voisins provient du réseau public. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Les installations ne sont pas situées sur les terrains autorisés par le présent arrêté.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau du site doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

33.3 - REJETS D'EAU DANS LE MILIEU NATUREL

33.3.1 Rejet des eaux pluviales

Sur le périmètre de la carrière, sur les terrains en exploitations, les eaux météoriques seront infiltrées in situ ou dans des fossés d'infiltration au sein des sables et graviers qui composent le sous-sol.

Les eaux canalisées rejetées respectent après traitement les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30°C ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;

- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les émissaires sont équipés d'un dispositif de prélèvement. Une mesure par an sera réalisée par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

33.3.2 Rejet des eaux industrielles

Le site n'est pas à l'origine d'eaux industrielles.

33.3.3 Rejet des eaux sanitaires

Le site n'est pas à l'origine d'eaux sanitaires.

33.4 – QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

33.4.1 Suivi des eaux souterraines

L'exploitant surveillera au moyen d'un réseau de piézomètres ou de points d'accès à la nappe (voir plan en annexe 6) l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres ou points d'accès à la nappe seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site.

Une fois par mois, une mesure du niveau piézométrique sera réalisé sur chacun des piézomètres. Deux fois par an ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux) les mesures ou analyses des paramètres de l'annexe 4 seront réalisées.

Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Une transmission systématique des résultats est faite à l'inspection des installations classées et à la délégation départementale de l'agence régionale de santé, accompagnée de commentaires, dans le mois suivant l'analyse. Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En fonction, des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et des analyses pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.

33.4.2 Réalisation et équipement de l'ouvrage

Les forages sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR NF X10-999 d'Avril 2007.

L'organisation du chantier prend en compte les risques de pollution, notamment par déversement accidentel. Les accès et stationnements des véhicules, les sites de stockage des hydrocarbures et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.

Le site d'implantation est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des ouvrages.

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des ouvrages de suivi, doivent être obligatoirement assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation des forages doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace inter-annulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Les injections de boue de forage, le développement de l'ouvrage, par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, obturations et autres opérations dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains doivent être effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, le déclarant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage et des boues et des eaux extraites des forages pendant le chantier. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité des milieux récepteurs.

Le déclarant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

A la surface de chaque ouvrage de suivi, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de l'ouvrage de suivi. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur est interdit par un dispositif de sécurité.

Ce capot comporte, marqué avec une peinture indélébile, le numéro du piézomètre. Celui-ci est a minima le numéro attribué par la banque de données du sous-sol (BSS). L'exploitant peut y ajouter un deuxième numéro à son usage interne.

Les conditions de réalisation des ouvrages de suivi doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Chacun des ouvrages doit faire l'objet d'un nivellement de la cote de tête de puits, et d'une géolocalisation en coordonnées Lambert II étendu.

Un repère de nivellement est apposé de manière indélébile sur le capot de l'ouvrage.

La coupe géologique du terrain, et la coupe technique, pour chaque ouvrage, établies durant les travaux de forage, ainsi que les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...), la nature du repère de nivellement, et les modalités d'équipement des ouvrages, sont archivées par l'exploitant.

L'exploitant s'assure que la déclaration de sondage a été réalisée auprès du service compétent de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en vue de sa prise en compte dans la banque nationale de données du sous-sol (BSS).

33.4.3 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage est signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

- Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage est déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée sont assurés.

- Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête peut être enlevée et le forage est comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite (ou équivalent) jusqu'à - 5 m et le reste est cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

ARTICLE 34 : POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE - POUSSIÈRES

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

Le brûlage à l'air libre est interdit, à l'exception des déchets d'emballages des produits explosifs débarrassés de résidus de produits explosifs, dans les conditions fixées à l'article 35 du présent acte et sous réserve qu'il n'en résulte pas de gêne notable pour le voisinage ni de risque d'incendie pour le reste de l'établissement.

34.1 - CARRIÈRE

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques s'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.

Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules est installé en sortie du site, si nécessaire. Il fonctionne en circuit fermé. Les déchets de curages seront évacués conformément à la réglementation.

Les transports des matériaux de granulométrie inférieure à 5 mm sortant du site sont assurés par des bennes bâchées ou aspergées ou tout autre dispositif équivalent.

L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. A compter du 1^{er} janvier 2018 ce suivi se fera conformément aux dispositions des articles 19.6 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières (plan de surveillance, stations de mesures, périodicité des mesures, station météorologique...).

Les PM₁₀ et les PM_{2,5} seront mesurées lors de la première année de surveillance sur une station de mesures située à proximité immédiate des habitations les plus exposées.

Les résultats de mesures seront consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

34.2 - INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Le site visé par le présent arrêté ne comporte pas d'installations de traitement de matériaux

ARTICLE 35 : INCENDIES ET EXPLOSION

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.

ARTICLE 36 : BRUITS ET VIBRATIONS

36.1 - BRUITS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après.

Période	Niveaux de bruit admissible en limite de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		bruit ambiant entre 35 et 45 dBA	bruit ambiant supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	70 dBA	6	5
nuit : 22h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés	60 dBA	4	3

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les avertisseurs de recul des engins de chantier sont de type "cri du lynx".

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès le début de l'exploitation de la carrière et au début de chaque nouvelle phase pour lesquelles les fronts de taille se rapprochent des habitations. En tant que de besoin, une fréquence de mesure plus importante pourra être imposée à l'exploitant par l'inspection des installations classées.

36.2 - VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 37 : TRANSPORT DES MATÉRIAUX

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (plan de circulation affiché a minima à l'entrée).

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

Les pentes des pistes doivent être inférieure à 15%. Pour les pentes > 10% un dossier de prescriptions doit être fourni par l'exploitant. Ce dossier de prescriptions précise pour chaque type de véhicules :

- les lieux de circulation,
- les vitesses autorisées.

ARTICLE 38 : DÉCHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque le réemploi est possible.

ARTICLE 39 : PLAN DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET TERRES NON POLLUÉES

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Le plan de gestion est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

ARTICLE 40 : SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule non autorisé par l'entreprise.

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès.

En dehors de la présence de personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.

ARTICLE 41 : VOIRIES

L'utilisation des voies doit se faire en accord avec leur gestionnaire.

Le débouché de l'accès de la carrière sur la voie publique est pré-signalisé de part et d'autre par les panneaux et panonceaux de dangers réglementaires. Il est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 42 : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

L'exploitation de la carrière, tant pour les travaux d'extraction que pour l'utilisation des explosifs, et des installations de traitement des matériaux est soumise aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières et n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives.

Les installations sont conçues de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, toute projection de matériel, accumulation ou épandage de produits qui pourraient entraîner une aggravation du danger.

Les installations d'appareils nécessitant une surveillance ou des contrôles fréquents au cours de leur fonctionnement sont disposées ou aménagées de telle manière que des opérations de surveillance puissent être exécutées aisément.

L'installation électrique et le matériel utilisé sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Le matériel et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Les installations doivent être vérifiées lors de leur mise en service après chaque déménagement ou après avoir subi une modification de structure, puis au minimum une fois par an. Ces vérifications font l'objet de rapports détaillés dont la conclusion précise très explicitement les défauts constatés auxquelles il faut remédier dans les plus brefs délais.

La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations.

L'interdiction de fumer est affichée à proximité des stocks de liquide inflammable.

Les moyens de secours sont signalés, leur accès dégagé en permanence, ils sont entretenus en bon état de fonctionnement.

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel.

Celui-ci est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours.

L'exploitant établit les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation,...) en cas d'incident grave ou d'accident.

Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.

Des consignes générales de sécurité écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et l'appel des moyens de secours extérieurs.

Les numéros d'appels et l'adresse des services de secours les plus proches sont affichés.

Le personnel travaillant sur site doit disposer d'un moyen de communication téléphonique.

Les accès aux bassins de stockages des limons argileux seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés seront disponibles à proximité.

TITRE VI – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU REMBLAIEMENT

ARTICLE 43 : PLAN D'EXPLOITATION DES ZONES DE REMBLAIS

L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Ces parcelles ou alvéoles, ont une superficie maximale de 4000 m².

Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au point 45.6.

ARTICLE 44 : INFORMATION

L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de la carrière un avis énumérant les types de déchets inertes admissibles.

ARTICLE 45 : CONDITIONS D'ADMISSION

45.1 – DÉCHETS ADMISSIBLES POUR ENFOUISSEMENT

Les seuls déchets admissibles sont les matériaux inertes issus des chantiers de terrassement, des chantiers de travaux publics et des carrières.

Il est notamment interdit de recevoir sur le site :

- les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou contenant de l'amiante provenant :
 - du démantèlement d'installations techniques (calorifugeage de tuyauteries, isolant, cuve...),
 - de démolition conformément à la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 ;
- les déchets inertes provenant du process d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrières ou de l'industrie du bâtiment ou des travaux publics ;
- les déchets n'ayant pas le caractère inerte ;
- les matériaux contenant du bitume ;

- les terres contaminées et celles présentant une présomption de contamination, sauf à démontrer leur caractère inerte après mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

Le caractère inerte est mesuré avec les tests en **annexe 5** du présent arrêté, qui indique les valeurs maximales ne devant pas être dépassées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

45.2 – DOCUMENT PRÉALABLE

Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet inerte, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 45.3 ;

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs).

Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.

La durée de validité du document précité est d'un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

45.3 – PROCÉDURE D'ACCEPTATION PRÉALABLE

En cas de présomption de contamination des déchets, c'est-à-dire lorsque les déchets proviennent d'un site reconnu contaminé, ou dès lors qu'ils ont été au contact de sources potentiellement polluantes (citernes d'hydrocarbures, activités passées en surface à caractère polluant...), ou en cas de déchets énumérés dans l'**annexe 6** provenant de sites contaminés (chantier du bâtiment et des travaux publics sur lequel une pollution, quelle qu'en soit la nature, a été identifiée), et avant leur arrivée dans la carrière, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets dans la carrière.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'**annexe 5** et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12 457-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en **annexe 5** peuvent être admis.

45.4 – CONTRÔLE D'ADMISSION

Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régamage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets

dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

45.5 – ACCUSÉ DE RÉCEPTION ET REFUS DE DÉCHETS

En cas d'acceptation des déchets pour chaque chantier et pour chaque type de déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- le nom et l'adresse du transporteur ;
- le libellé du déchet ;
- la quantité de déchets admise ;
- les dates de début et fin de chantier
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel adressé en début de mois, des caractéristiques suivantes du ou des lot(s) refusé(s) :

- la date et l'heure du refus ;
- les caractéristiques et les quantités de déchets refusés ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets ;
- le libellé des déchets ;
- le nom et l'adresse du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule.

Pour ce faire, l'exploitant tient un registre de refus comportant les éléments mentionnés dans le paragraphe précédent.

En cas de refus, le déchet est alors rechargé dans le véhicule d'origine et évacué du site immédiatement.

L'exploitant rédige une consigne traitant des cas de refus de déchets. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur de déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

45.6 – REGISTRE D'ADMISSION

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date et l'heure de réception ;
- l'origine, la nature et la masse des déchets ;
- la référence du document préalable cité au point 45.2. ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.

45.7 – SUIVI

Le suivi des prescriptions des articles 43 et 45.1 à 45.6 fera l'objet d'un rapport annuel adressé à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées pourra demander un rapport établi par un organisme indépendant en cas de besoin.

ARTICLE 46 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DES REMBLAIS

La mise en place des déchets inertes au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Les parcelles sont matérialisées par des repères sur site.

La perméabilité initiale des terrains est mesurée avant la mise en exploitation de chaque phase. La perméabilité mesurée des terrains reconstitués après remise en état devra être inférieure ou égale à la perméabilité initiale.

TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 47 : MODIFICATION

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 48 : CONTRÔLES ET ANALYSES

L'inspection des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

ARTICLE 49 : ENREGISTREMENTS, RAPPORTS DE CONTRÔLE ET REGISTRES

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans, et cinq ans à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

ARTICLE 50 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction en application de l'article L. 181-17.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément à l'article R. 181-50 :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant en application de l'article R.181-50.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative (article L. 514-6 alinéa 3).

ARTICLE 51 : DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 52 : SANCTIONS

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

ARTICLE 53 : PUBLICATION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la porte de la mairie de Gillonnay pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère pendant une durée minimale d'un mois.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 54 : LOIS ET RÈGLEMENTS

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter, dans les délais prescrits, toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 55 : RESPECT DES TEXTES ET DES PRESCRIPTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1er.

ARTICLE 56 : AUTRES AUTORISATIONS

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement des activités susvisées.

ARTICLE 57 : AFFICHAGE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 58 : EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

La secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, Mme le sous-préfet de Vienne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargée de l'inspection des installations classées, la directrice départementale des territoires, le délégué départemental de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire et à Monsieur le Maire de Gillonnay.

Fait à Grenoble le, **25 AVR. 2017**

Le préfet

~~Pour le Préfet, la Secrétaire générale,~~
~~Pour le Secrétaire générale absente,~~
 Le Secrétaire général adjoint

Yves DAREAU

pour être annexé à l'arrêté préfectoral
en date de ce jour. 25 AVR. 2017

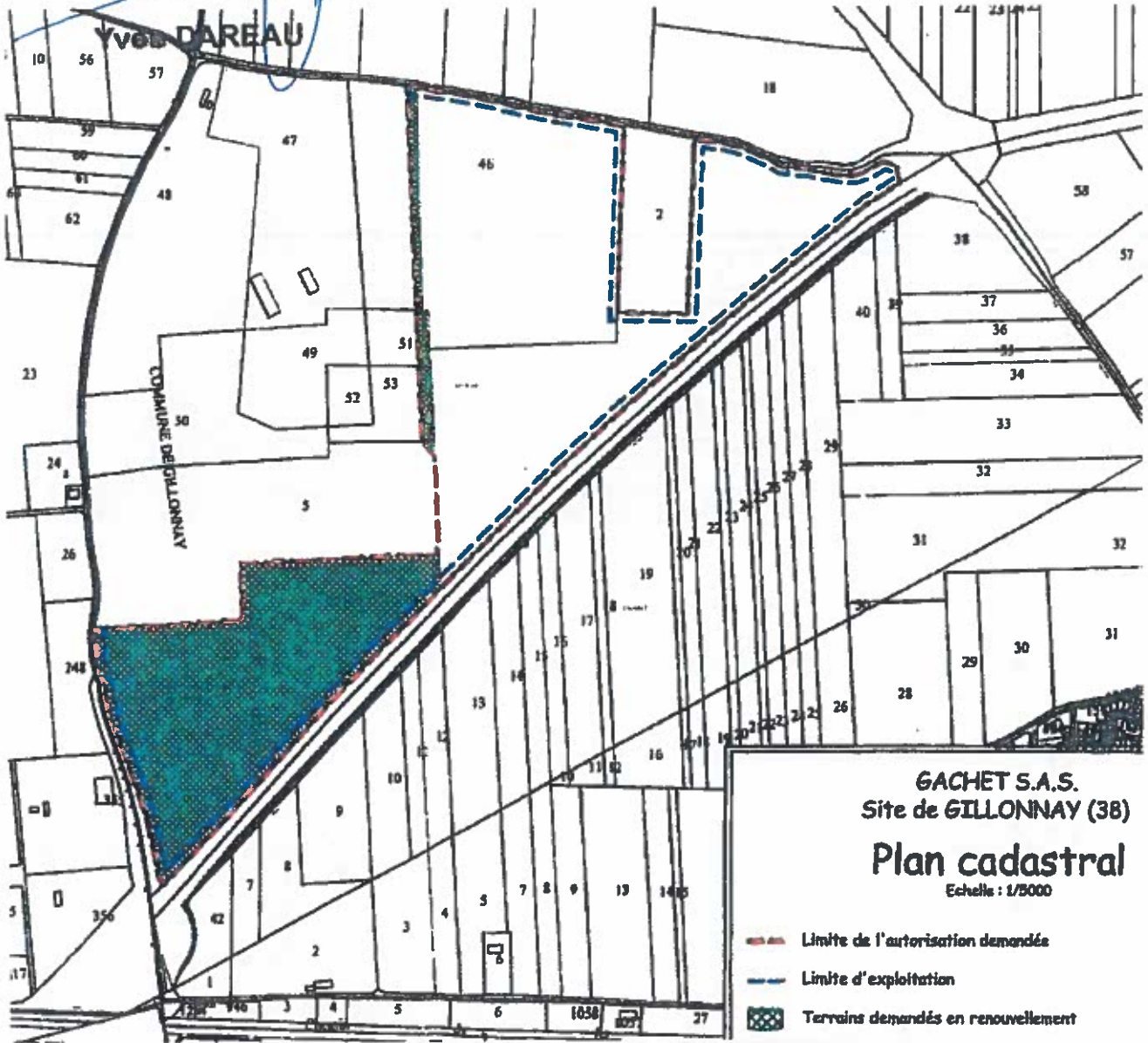
Grenoble, le :

ANNEXE 1

PLAN PARCELLAIRE

Le Préfet

pour le Préfet, le Secrétaire générale
pour le Secrétaire générale absente,
Le Secrétaire général adjoint



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de ce jour.

ANNEXE 2

Grenoble, le :

PLANS DE PHASAGE

Pour le Préfet
Pour le Secrétaire général
Pour le Secrétaire général adjoint

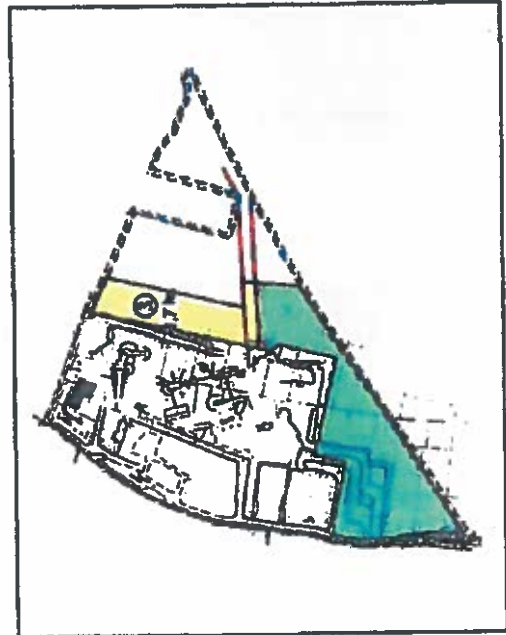
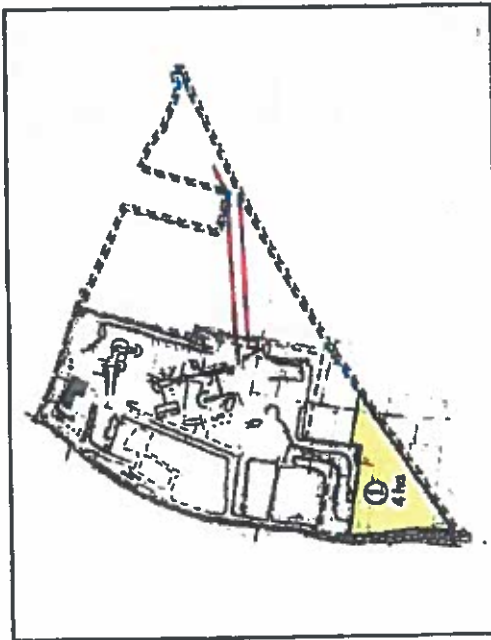
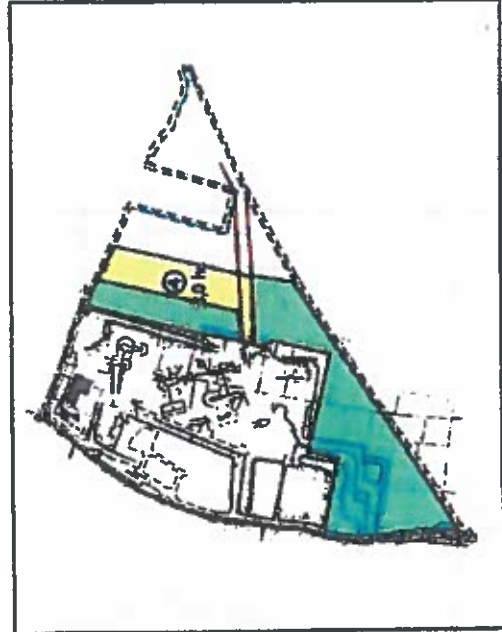
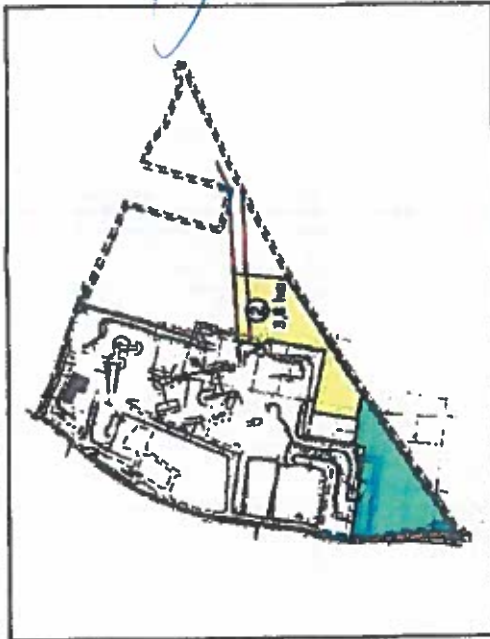
Yves DAREAU

-  Surfaces en exploitation (ensemencées)
-  Surfaces remises en état
-  Limites de l'exploitation demandées
-  Limites de l'exploitation délimitées
-  Emprise de la bande transitaire

GACHET S.A.S.
Site de GILLONVAY (38)

Phasage détaillé de l'exploitation

Planche 1



ANNEXE 2 bis

Crucible, le :

PLANS DE PHASAGE

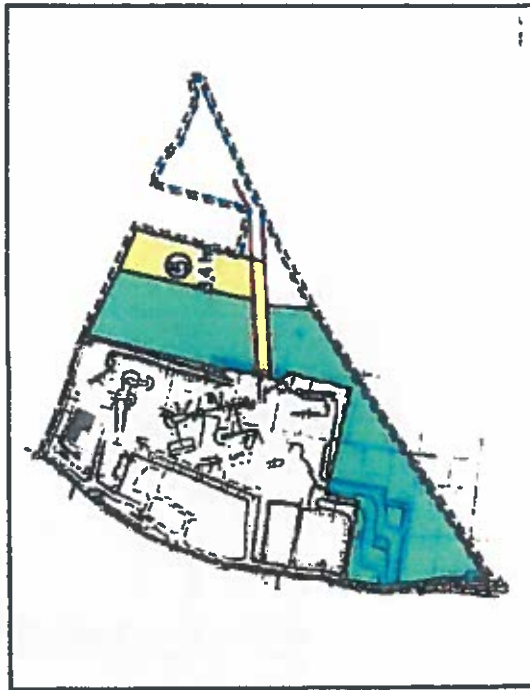
Le Préfet
ou le Préfet, le Secrétaire général
Pour le Secrétaire général absent,
le Secrétaire général adjoint

M. Yves DAREAU

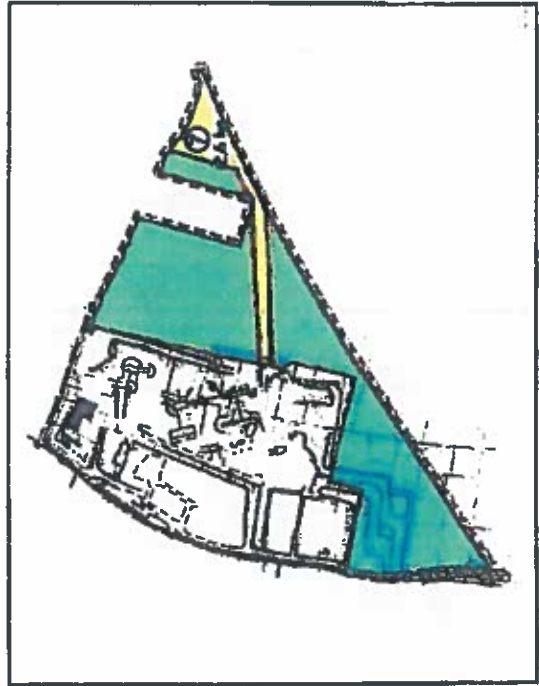
- Surfaces en exploitation (jaune)
- Surfaces refusées en exploitation (vert)

- Limites de l'urbanisation demandée
- - - Limites de l'exploitation demandée
- Emprise de la bande transitaire

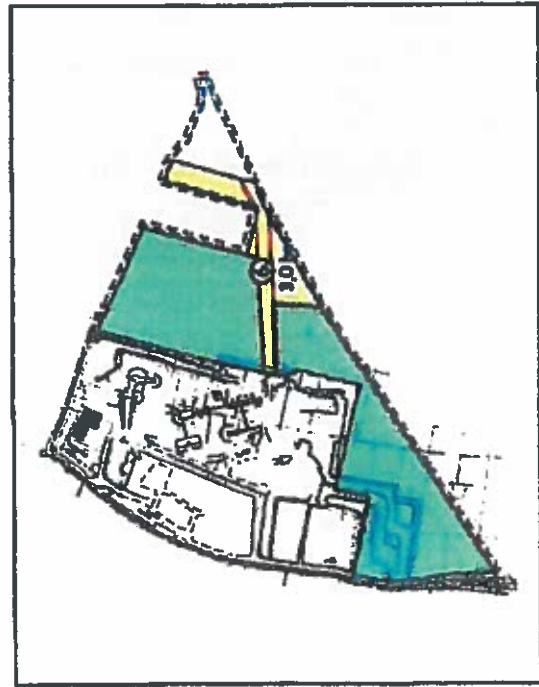
GACHET S.A.S.
Site de GULLONNAY (38)
Phasage détaillé de l'exploitation
Planche 2



Phase 5



Phase 7



Phase 6

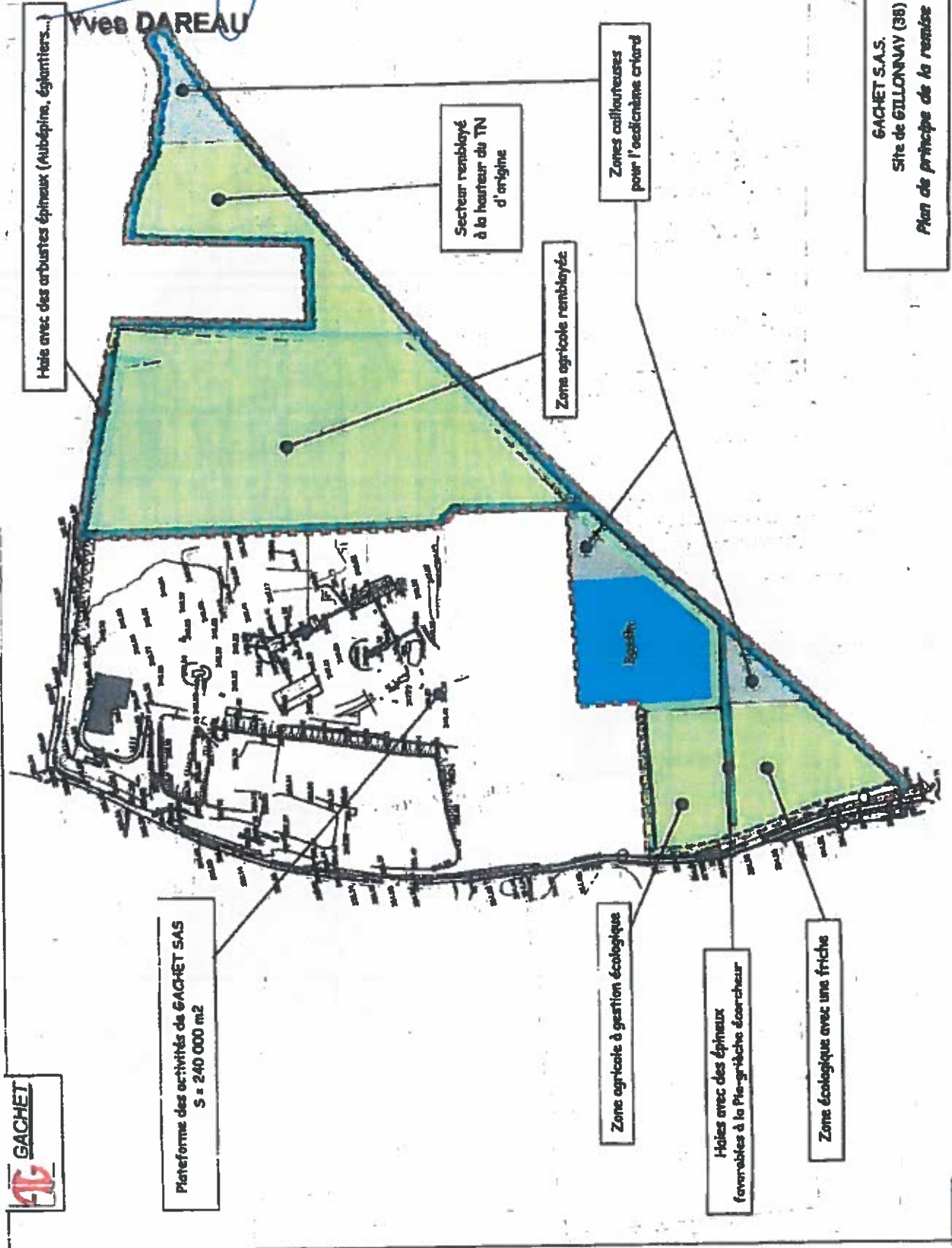
ANNEXE 3

Cronologie, le :

PLANS ET SCHÉMAS DE REMISE EN ÉTAT

Pour le Préfet, le Secrétaire général,
Pour le Secrétaire général absent,
Le Secrétaire général adjoint

Yves DAREAU



GACHET S.A.S.
Site de GILLONNAY (38)
Plan de principe de la remise en état



ANNEXE 3 bis

Annexé, le :

PLANS ET SCHÉMAS DE REMISE EN ÉTAT


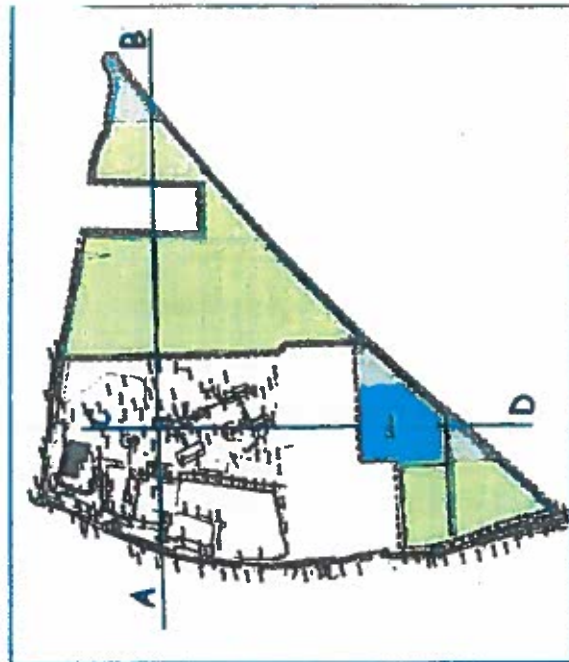
Le Préfet

Pour le Préfet, **Le Secrétaire générale**
 Pour le Secrétaire général absent,
 Le Secrétaire général adjoint

ves DAREAU

GACHET S.A.S.
 Site de GILLONNAY (38)
 Coupes de site réalisées
 Echelle horizontale : 1:5000
 Echelle verticale : 1:1000

- Zone agricole normale
- Zone collecteurs
- Valeur avec des épaves (zone) à la PIS-grèche

23 AVR. 2011
 doit être annexé à l'arrêté préfectoral
 en date de ce jour.

ANNEXE 4

Compte, le :

PARAMÈTRES À ANALYSER DANS LES EAUX SOUTERRAINES

Le Préfet
 Pour le Préfet, le Secrétaire général
 Pour le Secrétaire général absent
 Le Secrétaire général adjoint

Yves DAREAU

Paramètres
pH
Conductivité
Oxygène dissous
Demande chimique en oxygène (DCO)
MES
Hydrocarbures totaux
Indice Phénol
Métaux (Al, As, Cr, Cu, Hg, Mn, Pb, Zn, Fer total)
Chlorures
Acrylamide
Sulfates (SO ₄ ²⁻)

ANNEXE 5 :

le :

**CRITÈRES D'ADMISSION POUR LES DÉCHETS INERTES SOUMIS A LA PROCEDURE
D'ACCEPTATION PRÉALABLE**

Pour le Préfet, le Secrétaire général
Pour la Secrétaire générale adjointe
Le Secrétaire général adjoint

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12 457-2 décembre 2002.

Le test de lixiviation, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures. L'éluât est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

Seuils admissibles pour le test de lixiviation

Paramètres	Valeur limite à respecter exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Fluorures	10
Chlorures (***)	800
Sulfates (*) (***)	1 000
Indice phénols	1
COT sur éluat (**)	500*
FS (fraction soluble) (***)	4000

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(^{***}) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(^{***}) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

Paramètres organiques, seuils admissibles en contenu total

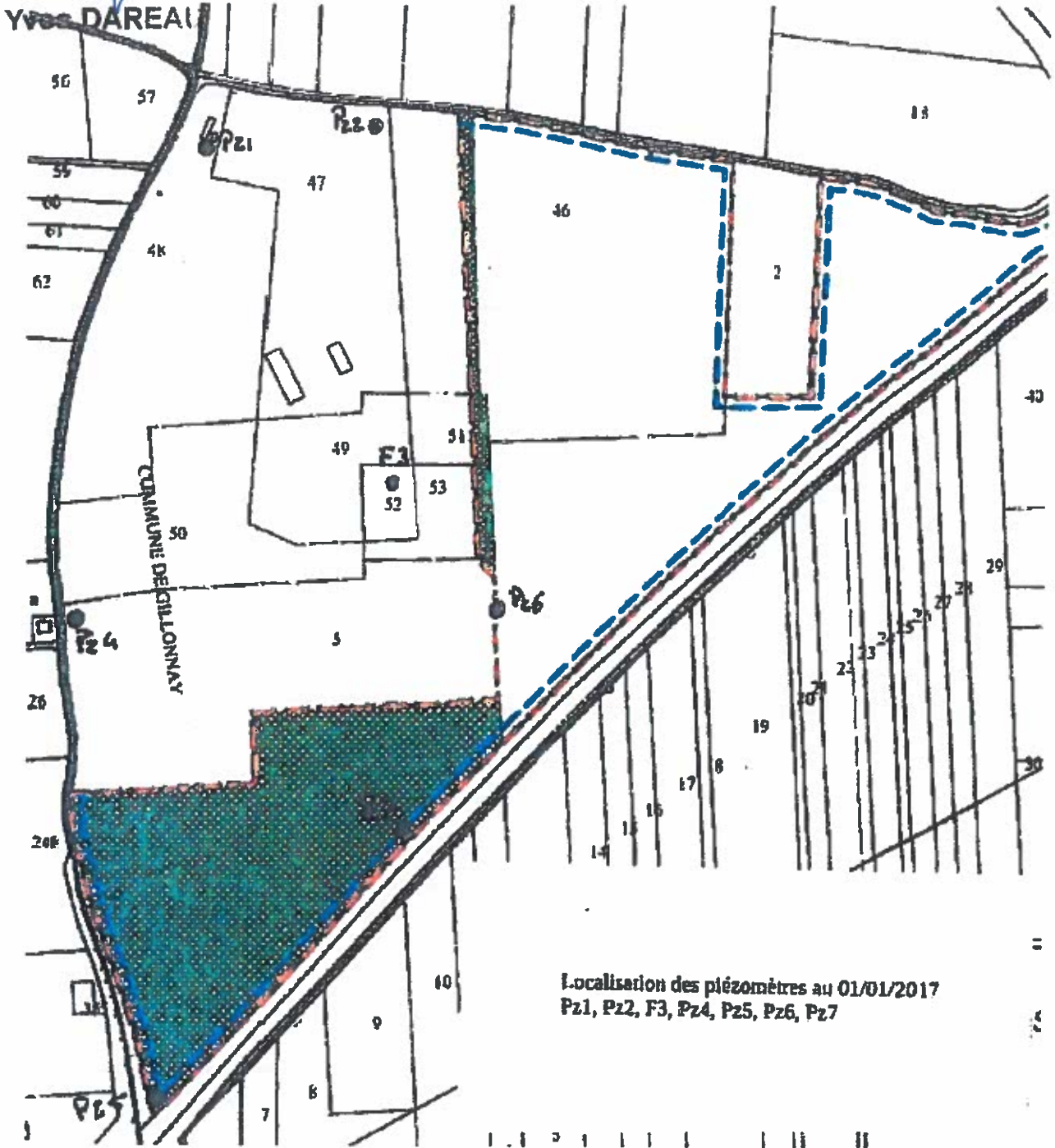
Paramètres	Valeur limite à respecter, exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (Carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (Benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (Byphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

(^{**}) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

ANNEXE 6

Grenoble, le :
Pour le Préfet, le Secrétaire général
Pour le Secrétaire général adjoint
Le Secrétaire général adjoint

PLAN LOCALISATION DES POINTS DE SUIVIS DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES



Le réseau figurant sur le plan ci-dessus sera complété par deux piézomètres en partie Est du projet et en amont hydraulique.

Annexe 2 : Extrait K-Bis



N° de gestion 1974B00038

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 28 février 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	301 367 132 R.C.S. Vienne
<i>Date d'immatriculation</i>	25/04/1974
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	ENTREPRISE GACHET
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	500 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	30 Montée du Cordier 38260 Champier
<i>Activités principales</i>	L'exploitation de carrières, les travaux de dragage, la fabrication et la fourniture de matériaux de construction et de voirie, de matériaux enrobés, le transport pour son propre compte des produits de carrières et de dragage et des matériaux, le transport de marchandises pour son propre compte, location de véhicules automobiles de transports de marchandises sans conducteur. La location de tous engins de chantiers (balayeuses).
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 25/04/2073
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 septembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	GACHET Philippe Jean
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 21/01/1965 à Bourgoin-Jallieu (38)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	345 Allée des Acacias 38260 Champier

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	BARTHELEMY et Associés - AGORI
<i>Adresse</i>	11 Rue de la Poste 38170 Seyssinet-Pariset
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	421 182 171 RCS Grenoble

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	30 Montée du Cordier 38260 Champier
<i>Nom commercial</i>	GACHET
<i>Enseigne</i>	GACHET
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	L'exploitation de carrières, les travaux de dragage, la fabrication et la fourniture de matériaux de construction et de voirie, de matériaux enrobés, le transport pour son propre compte des produits de carrières et de dragage et des matériaux, le transport de marchandises pour son propre compte, location de véhicules automobiles de transports de marchandises sans conducteur. La location de tous engins de chantiers (balayeuses).
<i>Date de commencement d'activité</i>	01/02/1974
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	GACHET Jean
<i>Numéro unique d'identification</i>	573 615 432
<i>Date de parution</i>	04/04/1987
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° F19/013551 du 23/12/2019

Vente de la branche d'activité d'entreprise de travaux routiers et, généralement l'entreprise de travaux publics et privés en date du 30/09/2019

Le Greffier

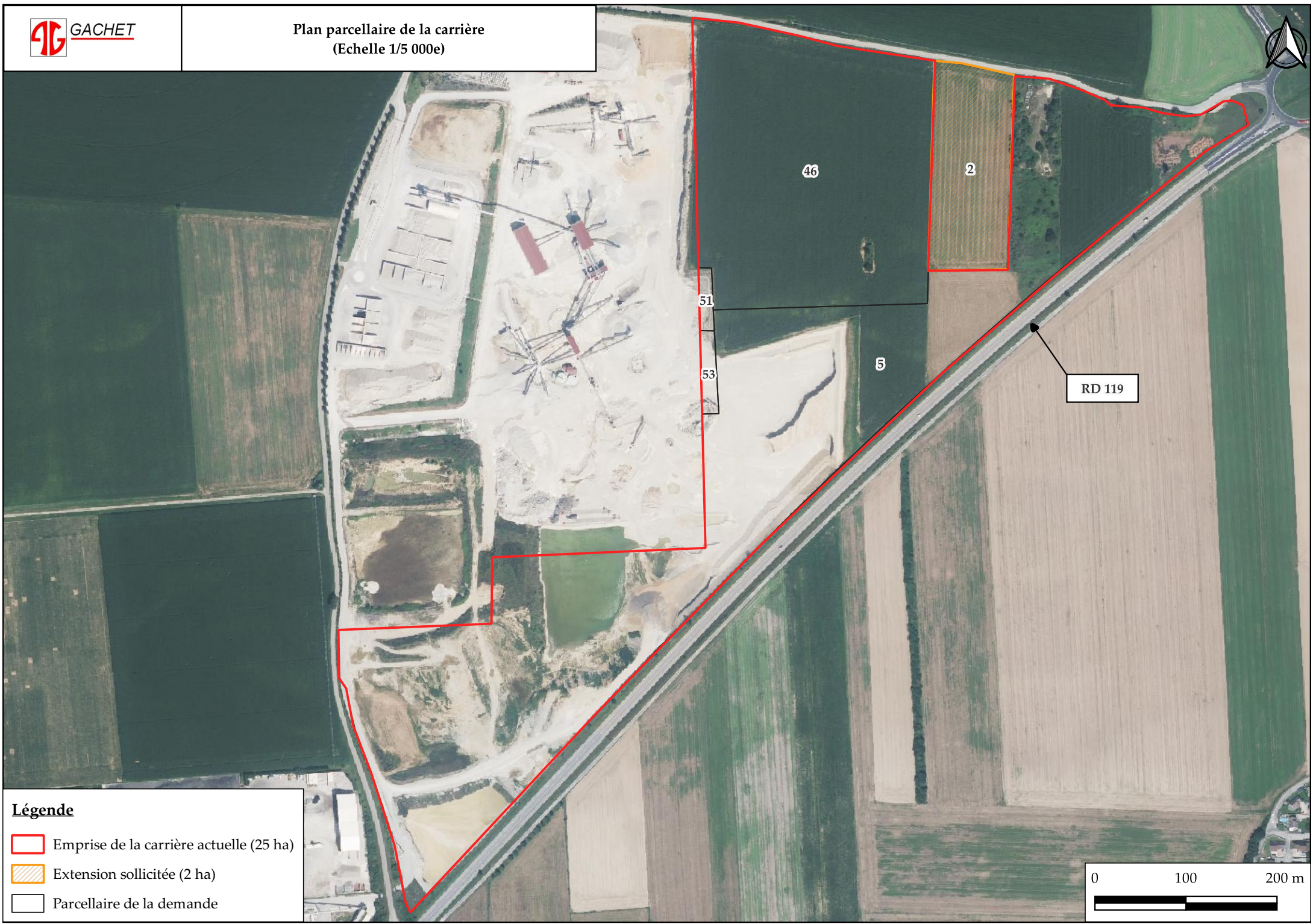


Administrateur provisoire




FIN DE L'EXTRAIT

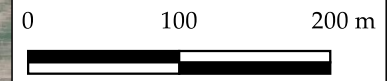


Annexe 3 : Plan parcellaire



Légende

-  Emprise de la carrière actuelle (25 ha)
-  Extension sollicitée (2 ha)
-  Parcellaire de la demande



Annexe 4 : Rapport du suivi naturaliste 2021



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Rapport d'activités 2021 sur les suivis faunistiques de la carrière Gachet de Gillonnay

2021



Gillonnay



HISTORIQUE DES VERSIONS DU DOCUMENT

Version	Date	Commentaire
v1	jeudi 31 mars 2022	

REFERENCE DU DOCUMENT

Fauvel G., Atamaniuk A., 2022. Rapport d'activités 2021 sur les suivis faunistiques de la carrière Gachet de Gillonnay. Année 2021, LPO Auvergne-Rhône-Alpes délégation de l'Isère, 27 pp.

REDACTION ET VALIDATION

Objet	Personne
Rédaction	Anaëlle ATAMANIUK, chargée de mission faune, spécialisée BDD et SIG, Grégoire FAUVEL, chargé d'études faune
Relecture et validation	Rémi FONTERS, responsable du pôle Conservation Isère

STRUCTURE

LPO Auvergne Rhône-Alpes délégation de l'Isère
Maison de la nature et de l'environnement de l'Isère
5 place Bir Hakeim
38000 Grenoble
Tél : 04 76 51 78 03
Email : isere@lpo.fr

CREDITS PHOTO

Page de garde : flaque d'eau dans la carrière de Gillonnay (©Bichot A.). Crapaud calamite (©Fonters B.)

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont aux naturalistes qui ont transmis leurs observations dans la base de données Faune-Isère, gérée par la LPO Auvergne-Rhône-Alpes, ainsi que les volontaires et bénévoles qui ont participé à la campagne de sauvegarde des busards cendrés en plaine de Bièvre.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. Site d'étude	4
2. Méthodologie	6
2.1. Suivis ornithologiques	6
2.1.1. Avifaune nicheuse	6
2.1.2. Avifaune hivernante	6
2.1.3. Suivi du busard cendré	6
2.2. Suivi herpétologique	8
2.3. Inventaire dans la zone d'extension	8
2.3.1. chiroptères	8
2.3.2. Lépidoptères	8
3. Résultats	11
3.1. Suivis ornithologiques	11
3.1.1. Avifaune nicheuse	11
3.1.2. Avifaune hivernante	14
3.1.3. Analyse des données contenues dans Faune-Isère	16
3.1.4. Suivi du busard cendré	19
3.2. Suivis herpétologiques	20
3.3. Suivis chiroptérologiques	20
3.4. Suivi des lépidoptères	21
4. Plan Local de Conservation Bièvre – extension n°4	21
5. Suivi des mesures compensatoires	23
5.1. Sur le site Gillonnay	23
5.2. Sur la friche de Pisieu	25
CONCLUSION	26

INTRODUCTION

La carrière de Gillonnay, exploitée par l'entreprise Gachet SAS, se situe en plaine de Bièvre, à l'extrême sud-ouest de la commune de Gillonnay. La zone actuellement exploitée par la carrière couvre une surface d'environ 27 hectares. L'entreprise Gachet exploitera une zone de 24 hectares supplémentaires, pour une surface totale d'exploitation de 51 hectares. Cette extension a un impact non négligeable sur la faune et la diversité des espèces environnantes d'après l'étude d'impact.

Les précédents suivis depuis 2013 ont permis à l'exploitant de prendre en compte la présence d'espèces patrimoniales protégées sur le site afin de proposer des mesures compensatoires adaptées au contexte local.

Depuis 2020, la zone d'étude s'est étendue à la parcelle au nord dans le cadre d'investigation en vue d'une future extension (nommée ci-après « Gillonnay 4 »).

Ce rapport présente les résultats des suivis naturalistes de l'année 2021 dans le cadre de la convention de suivi de la faune et de gestion d'un site de compensation.

1. SITE D'ETUDE

Le secteur concerné par l'exploitation de granulats et sa zone d'extension est situé à l'extrême sud-ouest de la commune de Gillonnay, au lieu-dit « Gagnage ». Il est bordé par l'Axe de Bièvre au sud et le chemin des Feuges au nord. La surface totale de cet ensemble parcellaire correspond à 51 hectares (Figure 1)

L'exploitation actuelle de la carrière représente environ 27 hectares soit 53 % de la surface totale. La zone non exploitée est partagée entre des parcelles à vocation agricole, des friches et des jachères.

Le site est très pauvre en haies et en arbres isolés. La haie la plus importante est celle située au nord de la zone exploitée. Elle est constituée d'essences horticoles assez proches des variétés locales mais ne peut pas être considérée comme une haie d'origine naturelle. Sa structure présente cependant un intérêt pour la faune puisqu'elle est constituée de différentes strates. Hormis le secteur en friche avec des arbustes, seulement quelques buissons épars sont présents dans le secteur d'étude.

Le secteur d'étude a été étendu « Gillonnay 4 » à partir de 2020 à la parcelle septentrionale (en hachuré jaune sur la carte (Figure 1)).



Localisation des différents zonages de la carrière de Gillonnay



Figure 1: Localisation des différents zonages sur la carrière de Gillonnay (LPO AuRA, 2019)

2. METHODOLOGIE

2.1. Suivis ornithologiques

2.1.1. Avifaune nicheuse

Pour le suivi ornithologique, 7 points d'écoute ont été répartis dans l'ensemble de la zone d'étude sur les différents milieux de la carrière (Figure 4). Sur chacun de ces points, tous les oiseaux vus ou entendus sont notés pendant 20 minutes. Le septième point d'écoute a été placé dans la parcelle au nord de la zone d'étude (« Gillonnay 4 »). L'année 2021 constitue la deuxième année de suivi pour ce point. En complément, tous les individus vus ou entendus lors des déplacements entre les points sont aussi notés.

Deux passages sur le site durant la saison sont effectués. En 2021, les passages ont eu lieu les 14 avril et 19 mai, et ont été effectués par Grégoire Fauvel (LPO AuRA). La carte des points d'écoutes est disponible ci-après (Figure 4)

2.1.2. Avifaune hivernante

En complément des oiseaux nicheurs, il est pertinent de suivre également les oiseaux hivernants. En plaine de Bièvre, ce sont essentiellement les espèces liées aux prairies et cultures qui sont présentes en hiver. Ces espèces doivent donc être prises en compte dans ces suivis.

La méthode des transects permet d'avoir une approche semi-quantitative des oiseaux. Elle consiste à suivre à pied un trajet fixé de manière arbitraire (facilité d'accès, parcours des différents milieux...) et à recenser tous les oiseaux contactés (vus, entendus, en vol) avec un repérage des oiseaux à l'œil nu. Le trajet réalisé est visible sur la carte ci-après (Figure 4).

Deux sessions de comptage se déroulent dans l'hiver : la première en décembre, la seconde en janvier. Les 2 sessions de dénombrement sont réalisées par temps calme, une heure environ après le lever du jour. Une attention particulière est portée aux espèces grégaires en rassemblement hivernal.

Pour l'hiver 2021-2022, les passages ont été réalisés par Anaëlle Atamaniuk (LPO AuRA) les 9 décembre 2021 et 19 janvier 2022.

2.1.3. Suivi du busard cendré

Le busard cendré (*Circus pygargus*) est une espèce de rapace nichant principalement dans les friches, les prairies ou les cultures. Cette espèce à très forte patrimonialité est citée à l'annexe I de la directive « oiseaux » et est classée « quasi menacé » (NT) en France et « en danger critique d'extinction » (CR) en Isère. En Isère, cette espèce niche dans la plaine de la Bièvre et la plaine du Liers. En prévision du projet d'agrandissement de la carrière de Gillonnay et de la destruction de milieux favorables à cette espèce, la société Gachet a acquis une parcelle de friche sur la commune de Pisieu en compensation (Figure 2). Un suivi de la nidification du busard cendré est donc effectué par la LPO AuRA. Il consiste en un recensement des nids par repérage des adultes qui s'y rendent. Le suivi de la friche de Pisieu et des parcelles de la carrière de Gillonnay a été effectué en 2021 par Guillaume Brouard (LPO AuRA) ainsi que par l'équipe d'écovolontaires et de bénévoles (peu disponibles en ces temps compliqués de confinement liés à la crise sanitaire) de la campagne de sauvegarde du busard cendré en Isère.




AGIR pour la
BIODIVERSITÉ
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Localisation du périmètre de la friche de Pisieu



Légende

 Périmère de la friche de Pisieu

0 0.1 0.2 km



Sources : LPO Auvergne-Rhône-Alpes.
Fonds de carte : Google Satellite
Date de réalisation : 2019-11-19
Conception : Anaëlle Atamaniuk (LPO Auvergne-Rhône-Alpes)

Figure 2: Localisation de la friche de Pisieu (LPO AuRA, 2019)

2.2. Suivi herpétologique

Il n'existe pas de plan d'eau à proprement parler sur la carrière de Gillonnay. Toutefois, outre les bacs à boue, sont présents des ornières plus ou moins profondes ainsi que des fossés qui peuvent permettre la reproduction de plusieurs espèces d'amphibiens dites pionnières, comme le crapaud calamite. Le suivi des amphibiens se fait donc par recensement des mâles chanteurs lors du parcours de transects sur la zone d'étude (Figure 4). Tout individu entendu chantant ou vu est recensé. En 2021, le passage nocturne a été réalisé le 10 mai (écoute nocturne après le coucher du soleil) et le passage diurne a eu lieu le 11 mai (recherche de pontes ou de larves). Ces passages ont été effectués par Grégoire Fauvel (LPO AuRA).

La zone d'extension « Gillonnay 4 » a fait l'objet de recherches spécifiques de reptiles et d'amphibiens à l'occasion des passages du 10 et 11 mai par Grégoire Fauvel (LPO AuRA) et du 23 juin et du 16 juillet par Fabien Hublé (LPO AuRA).

2.3. Inventaire dans la zone d'extension

2.3.1. *chiroptères*

Afin d'identifier les populations de chauves-souris présentes sur « Gillonnay 4 » et d'appréhender leurs activités, des enregistreurs à ultrasons ont été installés entre 20h et minuit dans la parcelle septentrionale de la carrière qui correspond à la zone d'extension. La carte ci-dessous localise la position des enregistreurs (Figure 3).

La détection acoustique est la méthode la mieux adaptée pour identifier, en un court laps de temps, les chiroptères présents sur un territoire donné. La détection automatique des ultrasons permet l'enregistrement des sons en expansion de temps et conduit à une analyse informatique a posteriori afin de déterminer l'espèce de chiroptères (voire le groupe d'espèces dans certains cas difficiles).

Une nuit a donc été réalisée sur 3 points d'écoute (voir la carte Figure 3). Il s'agit d'une écoute passive. Deux passages ont été réalisés : le 29 juillet et le 6 octobre 2021 par Fabien Hublé (LPO). Les enregistrements recueillis ont été analysés selon la méthode Barataud (2012), à l'aide du logiciel Batsound (Pettersson, version 4.2). Ce logiciel permet de mesurer les paramètres du son nécessaires pour déterminer l'espèce. Néanmoins, certains signaux peuvent être attribués à plusieurs espèces (dans le cas des murins par exemple) et selon les séquences, l'analyse des sons mène donc à l'identification d'une espèce ou d'un groupe d'espèces.

2.3.2. *Lépidoptères*

Afin d'identifier les populations de papillons présentes sur « Gillonnay 4 » et d'appréhender les enjeux, des prospections ont été réalisées les 23 juin et 16 juillet par Fabien Hublé (LPO AuRA).



Figure 3 : Localisation des enregistreurs posés pour l'étude des chiroptères



Localisation des points d'écoute pour le protocole IPA, du transect du suivi des oiseaux hivernants et des transects de recherche d'amphibiens



Figure 4 : Localisation des points d'écoute et des transects (LPO AuRA, 2019)

3. RESULTATS

3.1. Suivis ornithologiques

3.1.1. Avifaune nicheuse

Le tableau ci-dessous (Tableau 1) synthétise les résultats du suivi réalisé en 2021 dans la carrière Gachet de Gillonnay et le Tableau 2 indique les statuts des espèces rencontrées. Le suivi par points d'écoute a permis d'identifier 24 espèces d'oiseaux sur le site dans le cadre des suivis IPA et 5 en dehors des suivis protocolés (cisticole des joncs, fauvette grisette, petit gravelot, tarier pâtre et hypolaïs polyglotte). Parmi ces espèces, 7 sont considérées comme patrimoniales (ayant un statut de conservation défavorable), 8 sont considérées comme « à surveiller ». Onze sont considérées comme nicheuses probables, 11 sont considérées comme nicheuses possibles et 7 n'ont pas montré de comportement reproducteur (chasse ou migration). De plus, une espèce patrimoniale considérée comme nicheuse probable sur le site a été trouvée lors d'autres suivis naturalistes. Il s'agit du petit gravelot (*Charadrius dubius*).

Le statut patrimonial donne des indications sur l'état de conservation des espèces. Il prend en compte celles citées la citation dans l'annexe I de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (dite « directive oiseaux »). Il dépend aussi du classement de l'espèce sur les listes rouges nationales, régionales et départementales. Ces listes rouges ont pour but de rassembler les informations fiables sur les espèces menacées d'extinction, d'évaluer régulièrement l'évolution des risques que courent ces espèces, puis d'assurer une diffusion large de ces données auprès de nombreux publics. Les espèces sont classées dans plusieurs catégories :

- NT : quasi menacée (*near threatened*), espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacées si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises
- VU : vulnérable (*vulnerable*), espèce confrontée à un risque relativement élevé de disparition
- EN : en danger d'extinction (*endangered*), espèce confrontée à un risque élevé de disparition
- RE : espèce disparue de la région considérée (*regionally extinct*)

Les espèces sont considérées comme patrimoniales dès lors qu'elles sont classées a minima vulnérable sur une liste rouge. Elles sont considérées comme à surveiller si elles sont classées quasi menacée.

La nidification **possible** concerne les espèces détectées en période de reproduction par la simple présence ou par le chant d'un individu. L'habitat dans lequel l'observation a été réalisée doit être favorable à la reproduction.

La nidification **probable** est déduite lorsque des indices de cantonnement et/ou de préparation d'une reproduction peuvent être relevés, mais sans qu'il s'agisse d'indices de reproduction proprement dite (formation des couples, parades, construction de nid...).

Enfin, la nidification **certaine** est issue d'observations permettant d'affirmer sans aucune ambiguïté une nidification en cours (adultes couvant, nourrissage, jeunes à l'envol...) ou très récente (nid vide avec coquilles d'œufs...).

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Passage 1	Passage 2	Pg. 1	Pg. 2	Pg. 1	Pg. 2	Pg. 1	Pg. 2	Pg. 1	Pg. 2	Pg. 1	Pg. 2	Pg. 1	Pg. 2	Occurrence
		Point 1	Point 1	Pt. 2	Pt. 2	Pt. 3	Pt. 3	Pt. 4	Pt. 4	Pt. 5	Pt. 5	Pt. 6	Pt. 6	Pt. 7	Pt. 7	
Accenteur mouchet	Prunella modularis	2														1
Alouette des champs	Alauda arvensis	2						2					1	1	3	5
Bergeronnette grise	Motacilla alba		2			2				2						3
Bergeronnette printanière	Motacilla flava													1		1
Buse variable	Buteo buteo								1							1
Chardonneret élégant	Carduelis carduelis								1							1
Corneille noire	Corvus corone	4	4	2	4	4		2	1	3	3	2		7		11
Faucon crécerelle	Falco tinnunculus			2	2				1					1		4
Fauvette à tête noire	Sylvia atricapilla	4			2		2						1			4
Grand Cormoran	Phalacrocorax carbo					22										1
Hirondelle rustique	Hirundo rustica													2		1
Linotte mélodieuse	Carduelis cannabina													2		1
Martinet noir	Apus apus										1		1			2
Merle noir	Turdus merula	6	6	2	4											4
Mésange bleue	Cyanistes caeruleus		2													1
Mésange charbonnière	Parus major		4													1
Milan noir	Milvus migrans								1			1				2
Moineau domestique	Passer domesticus	4		6	4	6	2	4	1	5		4	2			10
Pie bavarde	Pica pica	2														1
Pigeon ramier	Columba palumbus			2					4	1		2				4
Pinson des arbres	Fringilla coelebs														1	1
Rossignol philomèle	Luscinia megarhynchos	2														1
Rougegorge familier	Erithacus rubecula		4													1
Rougequeue noir	Phoenicurus ochruros	2				2				1		3	1			5
Richesse spécifique		9	6	5	5	5	2	3	7	5	2	5	5	6	2	

Tableau 1: Résultats du suivi « IPA » de 2021

Tableau 2 : statuts phénologiques et de conservations des espèces rencontrées

Nom vernaculaire	Nom scientifique	DO	Protection nationale	LR France	LR Rhône-Alpes	LR Isère	Statut de nidification
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	-	Article 3	LC	LC	NT	Migrateur
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>	-	-	NT	VU	LC	Probable
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Probable
Bergeronnette printanière	<i>Motacilla flava</i>	-	Article 3	LC	NT	EN	Possible
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	-	Article 3	LC	NT	LC	Chasse
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	-	Article 3	VU	LC	LC	Probable
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	-	Article 3	VU	LC	CR	Possible
Cornelle noire	<i>Corvus corone</i>	-	-	LC	LC	LC	Possible
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	-	Article 3	NT	LC	LC	Possible
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Probable
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	-	Article 3	LC	NT	LC	Possible
Grand cormoran	<i>Phalacrocorax carbo</i>	-	Article 3	LC	NA	LC	Migrateur
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	-	Article 3	NT	EN	NT	Chasse
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Probable
Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina</i>	-	Article 3	VU	LC	LC	Migrateur
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	-	Article 3	NT	LC	LC	Chasse
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	-	-	LC	LC	LC	Probable
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Possible
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Possible
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	A I	Article 3	LC	LC	LC	Chasse
Moineau domestique	<i>Passer domestica</i>	-	Article 3	LC	NT	LC	Probable
Perdrix rouge	<i>Alectoris rufa</i>	-	-	LC	RE	NA	Possible
Petit gravelot	<i>Charadrius dubius</i>		Article 3	LC	NT	VU	Probable
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>	-	-	LC	NT	LC	Possible
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	-	-	LC	LC	LC	Migrateur
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Possible
Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Probable
Rougegorge familier	<i>Erythacus rubecula</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Possible
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	-	Article 3	LC	LC	LC	Probable
Tarier pâtre	<i>Saxicola rubicola</i>	-	Article 3	NT	LC	NT	Probable

Les 22 espèces d'oiseaux potentiellement nicheuses dans la carrière de Gillonnay peuvent être rangées dans 4 cortèges d'espèces. Le premier cortège est celui des espèces fréquentant les milieux agricoles. Sur la carrière, ces espèces sont l'alouette des champs, la bergeronnette printanière, la cisticole des joncs, la fauvette grisette, l'hypolaïs polyglotte, la perdrix rouge et le tarier pâtre. Ces espèces se retrouvent en dehors de la zone actuellement exploitée, soit dans les champs comme l'alouette des champs ou la perdrix rouge, soit au niveau des haies qui bordent ces zones agricoles ou les buissons épineux comme la fauvette grisette ou le tarier pâtre.

Le deuxième cortège est celui des espèces fréquentant le milieu bâti. Originellement, ces espèces fréquentaient principalement les falaises et se sont bien adaptées aux constructions humaines. Dans la carrière, ce cortège regroupe deux espèces : le moineau domestique et le rougequeue noir. Ces deux espèces ont principalement été recensées sur la zone exploitée de la carrière. Les individus contactés en dehors devaient être en chasse/recherche de nourriture.

Le troisième cortège est celui des espèces fréquentant les milieux humides. La seule espèce concernée par ce cortège est le petit gravelot. Cette espèce a été contactée sur les bassins de boues où deux individus ont été observés.

Le dernier cortège regroupe les 12 espèces nicheuses restantes. Il s'agit du cortège des espèces ubiquistes, c'est-à-dire des espèces qui fréquentent une large gamme d'habitat pouvant aller des milieux secs aux milieux humides, des milieux anthropisés aux milieux naturels ou des milieux fermés aux milieux ouverts. Dans la carrière, les espèces concernées par ce cortège sont : la bergeronnette grise, le chardonneret élégant, la cornelle noire, le faucon crécerelle, la fauvette à tête noire, le merle noir, la mésange bleue, la mésange charbonnière, la pie bavarde, le pinson des arbres, le rossignol philomèle et le rougegorge familier. Parmi ces

espèces, seul le faucon crécerelle niche dans la zone exploitée. Les autres espèces nichent dans les haies qui bordent la zone exploitée ou les zones agricole autour de la carrière.

Le point 7 est suivi depuis 2020, il couvre la zone d'extension de la carrière qui correspond à la parcelle septentrionale. Le type de culture (maïs) et l'absence d'arbre et de végétation rend cette parcelle très peu utilisée par la faune. L'œdicnème criard, espèce rare, en danger d'extinction dans le département, et faisant l'objet d'un plan de conservation peut utiliser ce champ. Cette espèce est à prendre en compte dans le cadre de l'extension.

3.1.2. *Avifaune hivernante*

À l'occasion des passages hivernaux, 19 espèces d'oiseaux ont été observées, 17 espèces à occasion du passage de décembre et 14 à l'occasion du passage de janvier (Figure 5).

L'enjeu pour les espèces agricoles en hiver est de trouver des lieux de repos et de nourrissage. Le couvert végétal est très important pour ces espèces qui trouvent de la nourriture dans les graines des plantes et un abri contre les prédateurs.

Les espèces rencontrées sont inféodées aux milieux agricoles : l'alouette des champs, le moineau domestique, le pinson du nord, le pinson des arbres sont des espèces grégaires, de grands rassemblements peuvent avoir lieu en hiver. On note en effet des effectifs maximaux d'une cinquantaine d'individus. Il reste surprenant de ne pas avoir observé des rassemblements de linotte mélodieuse, cette espèce est en déclin significatif en France en hiver.

L'alouette des champs est classée vulnérable dans la liste rouge des oiseaux hivernants de la région Rhône-Alpes, son statut de conservation dans la région est donc mauvais. Cette espèce souffre de l'usage d'insecticides, de l'absence de zones de refuges de qualité pour l'hiver ou encore de la pression de chasse.

Le statut du pigeon ramier sur la liste rouge des hivernants de la région Rhône-Alpes est « DD » ce qui signifie que les données manquent pour attribuer un statut de conservation, qui peut être favorable ou défavorable.

La grande aigrette affectionne les terres agricoles labourées où elle peut trouver des arthropodes à consommer, elle ne se trouve jamais très loin de milieux humides.

Tableau 3 : Tableau de synthèse des observations d'espèces hivernantes autour de la carrière

nom vernaculaire	nom scientifique	Nombre d'observations	Mois d'observation	Effectif maximal	protégée	N° article Arrêté 29/10/2009 liste oiseaux	N° annexe Convention Berne	Liste rouge Rhône-alpes oiseaux hivernants
Alouette des champs	<i>Alauda arvensis</i>	7	Décembre, Janvier	13			A III	VU
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	9	Décembre, Janvier	1	Oui	3		
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	1	Décembre	2	Oui	3		
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	5	Décembre, Janvier	5				
Faisan de Colchide	<i>Phasianus colchicus</i>	2	Décembre	1				
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	3	Décembre, Janvier	1	Oui	3		
Grande Aigrette	<i>Ardea alba</i>	2	Décembre	1	Oui	3	A II	
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	8	Décembre, Janvier	2				
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	4	Décembre, Janvier	5	Oui	3		
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	7	Décembre, Janvier	1	Oui	3		
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	5	Décembre, Janvier	50	Oui	3		
Perdrix rouge	<i>Alectoris rufa</i>	3	Décembre, Janvier	6				
petit limicole indéterminé		1	Décembre	2				
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	1	Janvier	12				DD
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	12	Décembre, Janvier	45	Oui	3		
Pinson du nord	<i>Fringilla montifringilla</i>	4	Janvier	10	Oui	3	A III	
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	5	Décembre, Janvier	1	Oui	3		
Rougequeue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	1	Décembre	1	Oui	3		
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>	3	Décembre, Janvier	1	Oui	3		

3.1.3. *Analyse des données contenues dans Faune-Isère*

La base de données en ligne Faune-Isère est une plateforme collaborative de saisie d'observations naturalistes. Elle est alimentée par les données d'observations de naturalistes, ornithologues notamment et est gérée par la LPO Auvergne-Rhône-alpes. Dans l'emprise étudiée, ce sont 261 observations de 55 espèces différentes qui ont été renseignées entre le 1er janvier 2021 et le 29 janvier 2022.

L'observation de limicoles (bécasseau variable, pluvier doré, petit gravelot, pluvier guignard, vanneau huppé) est intéressante. Ces espèces affectionnent les zones humides et se nourrissent d'arthropodes présents dans la vase. Ces individus ont été observés en halte migratoire ou en hivernage essentiellement dans les bassins de décantation des boues. Le petit gravelot est « nicheur probable ». La présence de ces espèces est liée à la présence de la zone plus humide dans la carrière et plus au sud.

On retrouve aussi des espèces dont les habitats potentiellement favorables pour leur nidification sont présents sur la carrière comme l'alouette des champs (dans les cultures voisines : nicheuse probable). Enfin, l'œdicnème criard est probablement nicheur dans la zone d'étude. Il fait l'objet d'une étude précise de suivi de population dans la plaine de Bièvre